



# AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

## **Conclusions de la table ronde “Renforcement de l’état de droit pour atténuer les dommages civils : La sécurité et justice après conflit et transition”**

*Comme l'ont résumé les rapporteurs sur la base des discussions avec les experts en la matière*

**Banjul, Gambie**

22-24 août 2023

*Rapporteurs : M. Sait Matty Jaw, Général (Professeur) Dan Kuwali, Mme. Caroline Cosby, Dr. Catherine Léna Kelly*

### **Aperçu :**

Le Centre d'Etudes Stratégiques de l'Afrique a organisé une table ronde d'experts en Gambie, afin de faciliter l'apprentissage par les pairs et le partage d'expériences sur l'état de l'art en matière de coordination de la sécurité et de la justice dans les contextes post-conflit et de transition. Des responsables militaires et civils du secteur de la sécurité spécialisés dans la stratégie de sécurité nationale et la justice militaire, des responsables civils du secteur de la justice, et des membres de la société civile qui se concentrent sur la justice et la sécurité axées sur les citoyens se sont réunis. Ils ont entamé des échanges sur coordination stratégique de la réforme de la sécurité et de la justice, ainsi que sur l'utilisation de ces processus pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions étatiques de la sécurité et la justice. La convocation de cet éventail d'experts en la matière, issus de différents contextes nationaux, leur a permis de faire une comparaison de leurs expériences nationales, locales, et sectorielles sur ces questions, ainsi que de leurs idées sur la manière d'améliorer le Cadre politique de l'Union africaine pour la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et la Politique de justice transitionnelle (JT). Les experts ont discuté comment renforcer et amplifier lesdites stratégies et pratiques pour fournir aux citoyens des services de sécurité et de justice qui sont transparents, légitimes, et responsables après un conflit ou une transition. Au cours de la table ronde, des experts de la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Gambie, le Libéria, le Malawi, le Sierra Leone, l'Afrique du Sud, et le Soudan du Sud ont exploré la logique stratégique et les pratiques opérationnelles de la co-production de sécurité et de justice.

Les objectifs de la table ronde étaient de renforcer l'apprentissage par les pairs sur la manière dont les décisions stratégiques des États africains concernant la séquence, la méthodologie, et la coordination des services de sécurité et de justice peuvent affecter les résultats de la JT et de la RSS, et de faciliter l'analyse réaliste des experts de la manière dont les acteurs militaires et civils de la sécurité et de la justice peuvent travailler ensemble pour rendre compte des maux du passé, d'une part, et favoriser les réformes qui garantissent un avenir plus prospère et plus équitable, d'autre part. Ces deux types de réflexion stratégique sont importants pour faire face aux maux du passé et prévenir la récurrence de la violence ; ils sont également essentiels pour garantir une paix et une sécurité durables dans les pays qui se stabilisent après un conflit ou une transition. Les réformes de la sécurité et de la justice sont souvent élaborées, planifiées, et mises en œuvre en vase clos. Pourtant, certains des principaux défis sécuritaires du continent dépendent d'une coordination stratégique

entre les secteurs de la sécurité et de la justice, entre les institutions formelles et informelles, ainsi qu'entre les composantes militaires et civiles des systèmes de sécurité et de justice.

Ce document partage les principales recommandations des experts et synthétise leurs perspectives sur quatre aspects de la "coproduction" de la sécurité et de la justice qui ont été discutés pendant la table ronde. La liste des recommandations, destinée aux dirigeants nationaux des processus de JT et de RSS dans divers contextes, se concentre sur des mesures concrètes qui pourraient être amplifiées pour garantir que la JT et la RSS s'attaquent en synergie aux causes profondes des préjudices et des abus passés, et créent conjointement les conditions à long terme d'une société plus prospère, plus juste, et plus sûre, conformément à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

### *Recommandations aux leaders domestiques qui coordonnent les processus JT et RSS*

1. **Adopter une approche véritablement intégrée et "sectorielle" pour atteindre les objectifs de la justice transitionnelle et de la réforme du secteur de la sécurité.** Cela nécessite d'impliquer les responsables du secteur de la sécurité dans les conversations sur la JT et la réforme du secteur de la justice, et d'impliquer les responsables du secteur de la justice dans les conversations sur le RSS. En outre, il convient d'inclure d'autres parties prenantes telles que le barreau, les parajuristes communautaires, les parlementaires, les organisations de la société civile, les dirigeants communautaires (femmes, jeunes, traditionnels, religieux), et les médias. Il est important que toutes les parties prenantes soient incluses dans des conditions qui non seulement leur donnent un siège à la table, mais aussi facilitent leurs contributions substantielles.
2. **Élaborer un cadre stratégique, politique, et juridique clair et complet qui relie la JT, la RSS, et les réformes du secteur de la justice.** Certains pays ont des stratégies distinctes pour chacun de ces processus, tandis que d'autres ont des conseillers en sécurité nationale ou d'autres bureaux qui développent une stratégie globale pour traiter ces éléments. Dans les deux cas, l'adoption d'une approche de "sécurité humaine" pour élaborer des cadres stratégiques, politiques, et juridiques peut aider à traiter les causes profondes (tels que les défis socio-économiques, l'impunité, les perceptions d'injustice dans les méthodes de travail de l'État) qui pourraient empêcher la récurrence de la violence et créer une société juste et sûre. Bien que tout cadre nécessite une coordination au niveau national pour être mis en œuvre efficacement, il a plus de chances de réussir s'il comporte des éléments déconcentrés ou décentralisés.
3. **Dans le domaine du possible, cultiver l'environnement pour faciliter le succès d'une approche intégrée.** Dans l'idéal, les pays travailleront sur la base d'un accord de paix global ou d'un cadre de transition, et auront établi des plans de mise en œuvre clairs avec des jalons pour la JT et la RSS. Dans la mesure du possible, l'idéal est de profiter des opportunités politiques pour s'assurer que les personnes chargées de la mise en œuvre de la JT et la RSS ne sont pas également des dirigeants soupçonnés d'avoir perpétré des actes de violence dans le passé. Lorsque ce n'est pas possible, les défenseurs de la JT et la RSS devront peut-être se concentrer sur un plaidoyer progressif pour modifier et adapter la stratégie, la politique, et les cadres juridiques qui guident l'approche.

4. **Identifier et habiliter un organe de coordination (avec des institutions responsables et des institutions de soutien pour les différentes lignes d'effort) et des mécanismes de coordination.** La conception et la mise en œuvre d'une stratégie intégrée et "sectorielle" visant à prévenir les récidives ont plus de chances de bien fonctionner si chaque secteur gouvernemental concerné élabore un plan d'action, ainsi qu'un plan de communication pour expliquer les activités de JT et de RSS qu'il est chargé de mettre en œuvre et dans quels délais. Les dirigeants de l'organe de coordination peuvent également souhaiter faciliter des contrôles réguliers afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des étapes et de faciliter la planification et l'adaptation aux imprévus. Si une institution peut être désignée pour coordonner la mise en œuvre, une autre doit également être désignée pour suivre et évaluer les progrès de la mise en œuvre (Commission des droits de l'homme, Commission de lutte contre la corruption, ou autre).
5. **Pour améliorer la compréhension et la confiance du public dans le processus intégré, il convient de lier explicitement la mise en œuvre de la stratégie à des programmes et projets spécifiques, et de communiquer des étapes et des mesures de réussite réalistes.** Dans le cadre d'une approche stratégique intégrée de la JT et de la RSS, les dirigeants réfléchiront à la situation dans son ensemble tout en identifiant une série d'activités concrètes et multisectorielles nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie. Une combinaison de projets à impact rapide et de projets à long terme est souvent appropriée. Le fait de lier au cadre stratégique une série de projets spécifiques, adaptés au contexte local et assortis d'étapes mesurables, peut aider les gouvernements à fixer des délais réalistes et aider les citoyens à comprendre quels sont les résultats qu'il est réaliste d'attendre.
6. **Prendre des mesures pour garantir l'appropriation nationale et locale des processus intégrés de JT et de RSS, ainsi que des projets connexes visant à faciliter l'accès aux services de sécurité et de justice.** L'appropriation d'une vision et d'un programme guidera l'engagement et le financement des partenaires internationaux. Le gouvernement doit être le moteur de l'appropriation, en évaluant si les partenaires potentiels suivent les principes directeurs de la Déclaration de Paris (appropriation, alignement, harmonisation, gestion axée sur les résultats, responsabilité mutuelle) et du Programme d'action d'Accra (appropriation, partenariats inclusifs, obtention de résultats). Les communautés et la société civile devraient jouer un rôle dans la définition du lieu et de la manière dont le gouvernement utilise ses propres ressources et celles des donateurs pour mettre en œuvre les différents éléments de son approche intégrée et "sectorielle". Les communautés de la diaspora devraient également participer à la définition de la vision nationale pour l'avenir et à la conception de sa mise en œuvre.
7. **Profiter de la richesse des praticiens et des universitaires africains qui possèdent une connaissance approfondie du monde réel et des données sur les attentes et les besoins des communautés impliquées dans la JT et la RSS.** Ces personnes et leurs organisations peuvent être des sources d'information utiles pour les dirigeants qui cherchent à atteindre les objectifs du TJ et de la RSS en tenant compte des perceptions, des perspectives et des besoins de nombreux groupes de parties prenantes. Ils sont souvent attachés à inclure les voix des survivants de la violence dans leurs recherches et leurs programmes, et ont gagné la confiance des communautés dont les besoins en matière de sécurité et de justice et les perceptions de la JT et de la RSS doivent être compris. De ce fait, ils peuvent également

contribuer à fournir des suggestions pour l'intégration de la dimension de genre dans la JT et la RSS. Ces personnes et leurs organisations ont souvent une formation spécialisée en sciences sociales, en droit, en gestion de projet, et en méthodes qualitatives et quantitatives d'analyse des données qui pourrait être utile aux gouvernements.

8. **Établir des liens avec des experts locaux en matière de sécurité et de justice afin de concevoir des mécanismes de sécurité et de justice adaptés au contexte et rentables.** Dans de nombreuses sociétés africaines, les systèmes de sécurité et de justice présentent des caractéristiques qui peuvent constituer des sources d'innovation rentables. Dans ce contexte, les approches punitives et réparatrices de la justice peuvent être considérées comme des outils complémentaires pour instaurer l'État de droit et jeter les bases du développement et de la sécurité. De même, le fait de considérer les mécanismes étatiques et non étatiques de résolution des conflits comme complémentaires peut alléger le fardeau des institutions étatiques dont les ressources sont limitées. L'exploitation efficace de cette hybridité juridique peut permettre de réduire le nombre d'affaires en souffrance dans les tribunaux d'État, de réduire la pression administrative sur les prisons, d'accroître l'autonomie des citoyens face aux défis quotidiens en matière de sécurité et de justice, et d'aider les gens à faire des offres de services en connaissance de cause, alors que l'État cherche à établir un contrat social avec les citoyens. Plusieurs pays ont également élargi l'accès à la justice en investissant dans des modèles locaux d'autonomisation juridique (en formant des membres de la communauté à fournir des informations sur l'éventail des options de résolution des litiges dont disposent les citoyens, sur leurs forces et leurs faiblesses, et sur la manière de les utiliser). Il est également essentiel de tirer parti de la technologie dans la recherche de solutions rentables, le cas échéant.
9. **Investir beaucoup de temps et de ressources pour renforcer la confiance des citoyens dans les institutions de sécurité et de justice.** Cela prend du temps, exige un engagement itératif et adaptatif, et requiert des dirigeants qu'ils travaillent de manière intégrée au niveau de la communauté. Diverses initiatives peuvent s'avérer nécessaires pour renforcer la confiance du public dans l'État. Certaines d'entre elles sont particulièrement importantes :
  - L'éducation au niveau communautaire qui améliore l'accès des citoyens à l'information sur les options dont ils disposent pour résoudre leurs problèmes de sécurité et de justice, et qui les aide à s'orienter dans les institutions étatiques et non étatiques pour obtenir des services ;
  - Renforcer la programmation des affaires civiles et les engagements du secteur de la sécurité en matière d'affaires publiques ;
  - Améliorer la compréhension par les citoyens de la branche militaire du système judiciaire ainsi que de la branche civile du système judiciaire, afin de faire comprendre que l'État de droit s'applique à tous ;
  - Mettre en place ou renforcer les systèmes de protection des victimes et des témoins ;
  - Travailler avec les associations du barreau et la société civile pour mettre en place une aide juridique gratuite, un défenseur public ou des programmes parajuridiques communautaires afin d'améliorer la rapidité de la justice.
10. Pour élaborer une stratégie et mettre en œuvre une approche intégrée de la JT et de la RSS, il faut **envisager de renforcer les capacités communes de toutes les parties prenantes, afin qu'elles comprennent les connaissances de base, les expériences quotidiennes et les**

**préoccupations pratiques de chacune d'entre elles, ainsi que leurs rôles et responsabilités.** Il est important de mettre en relation les différentes branches des services de sécurité et du secteur de la justice, et ces prestataires de services bénéficient d'une réflexion et d'une formation aux côtés des dirigeants des institutions de contrôle indépendantes, des parlementaires, et de la société civile au sens large.

### *Résumé des leçons apprises*

#### Session 1 : Faire face au passé: intégrer la JT dans les efforts de la RSS après les conflits et les transitions

*Alors que la JT est un outil pour prévenir la réapparition des conflits, de la violence et de l'insécurité, elle n'est pas toujours intégrée efficacement dans les processus qui façonnent la stabilisation à court terme et la sécurité à long terme, souvent au détriment du rétablissement. Cette session a cherché à examiner dans quelle mesure la JT, la RSS, et la réforme du secteur de la justice sont suffisamment intégrées, surtout pour renforcer la sécurité des citoyens et à empêcher la réapparition de la violence dans divers cas africains.*

- Les leaders des institutions de sécurité et de justice d'un pays influent considérablement sur l'efficacité de ces institutions. Certains accords de paix et processus de désarmement, démobilisation, et réintégration (DDR) ont conduit au pouvoir des dirigeants ayant des liens avec des conflits ou des violences passés. Il est difficile de renforcer la légitimité politique des processus de JT et RSS lorsque des personnes directement impliquées dans les abus du passé deviennent les dirigeants qui gèrent la JT, la RSS, et la réforme du secteur de la justice dans le présent.
- Il est propice que la JT est définie d'une manière expansive par l'Union africaine comme « les diverses mesures politiques et mécanismes institutionnels (formels et traditionnels ou non formels) que les sociétés, à travers un processus consultatif inclusif, adoptent afin de surmonter les violations, divisions et inégalités passées et de créer les conditions d'une à la fois la sécurité et la transformation démocratique et socio-économique. »
  - Les quatre piliers de la JT - poursuites, réparations, processus de recherche de la vérité, et processus de réforme institutionnelle (y compris la RSS) - doivent être considérés comme des outils complémentaires à la disposition d'un pays pour créer un contexte dans lequel la sécurité humaine est possible et où la violence ne risque pas de réapparaître.
  - La prise en compte des droits et des besoins socio-économiques des citoyens après un conflit ou une transition est un élément clé pour garantir la stabilité et la sécurité durable.
- La conception d'interventions de JT spécifiques au contexte politique et culturel d'un pays et la prise en compte des préférences des citoyens pour des approches rétributives ou réparatrices peuvent faire la différence entre l'efficacité et l'échec de ces interventions.
- La plupart des bénéficiaires potentiels de la JT et de la RSS ne comprennent pas clairement ce que chaque processus implique et quelle gamme d'acteurs et d'approches peut être impliquée. Les dirigeants de l'État et de la société sont souvent confrontés à la difficulté de s'assurer que les citoyens comprennent comment la JT et la RSS sont censées fonctionner et qu'ils connaissent le plan de leur intégration aux niveaux national et local.
  - La sensibilisation est bénéfique pour l'établissement d'un contrat social entre l'État et les citoyens, car elle permet de calibrer les attentes des citoyens quant à ce qui peut

être réalisé grâce à la JT et à la RSS, et selon quel calendrier. Il est essentiel de cultiver des attentes réalistes à l'égard des processus nationaux.

- Dans ce processus, le public mérite également une explication fondamentale de ce que sont les secteurs de la sécurité et de la justice, et de la manière dont ils servent la population.

## Session 2 : Perspectives d'avenir: La RSS et le rôle du secteur de la justice

*Les processus de transition doivent être à la fois rétrospectifs et prospectifs. Les responsables de la RSS doivent comprendre, grâce aux survivants, ce qui n'a pas fonctionné dans le passé, afin d'identifier les domaines dans lesquels des changements sont nécessaires. Mais le développement d'une vision de la sécurité nationale centrée sur l'avenir de la population est également essentiel pour le développement d'une stratégie holistique. La stratégisation peut être un outil utile dans la mesure où il aide les États à forger un nouveau contrat social avec les citoyens. Cette session a examiné comment la RSS peut tenir compte des besoins des citoyens en matière de justice et d'État de droit, ainsi que comment les processus de stratégie et de planification de la sécurité nationale peuvent jeter les bases de fournir la sécurité et de la justice.*

- La RSS, la JT, et la réforme du secteur de la justice doivent faire l'objet d'une stratégie commune, avec le soutien de mécanismes de coordination clairement définis et de mécanismes transparents de suivi, d'évaluation, et d'adaptation.
- Le processus stratégique doit être largement inclusif dès le départ en intégrant les institutions de l'État (telles que l'armée, les forces de l'ordre et le pouvoir judiciaire, les organisations locales de la société civile, les chefs traditionnels et religieux, les femmes et les jeunes, le barreau, les parajuristes, etc.). "Inclusif" ne signifie pas seulement avoir un siège à la table, mais aussi posséder les informations et la capacité de contribuer aux processus et de défendre les besoins des citoyens.
- Une transition réussie va au-delà de la réforme des institutions ; elle nécessite également de répondre aux attentes et aux besoins des survivants pour aller de l'avant dans une société post-conflit. La première étape pour y parvenir est de créer et de défendre un espace permettant aux survivants de faire entendre leur voix et d'exprimer leurs besoins. Des mesures telles que la mise en place de systèmes de protection des victimes et des témoins et la poursuite de projets axés sur la garantie des droits économiques et sociaux peuvent contribuer à la réalisation des objectifs à long terme.
- L'appropriation locale de la JT et de la RSS sont essentielles à la réussite stratégique et opérationnelle. Le développement des stratégies nationales intégrées pour guider Ces processus peut aider les décideurs à déterminer si les ressources des donateurs correspondent à leurs besoins et si le moment est opportun pour entreprendre les projets proposés. Ces stratégies peuvent également aider les décideurs politiques et les citoyens à adopter une "approche sectorielle" plus globale qui inclut la justice et la sécurité lorsque des questions se posent sur la manière de structurer les allocations budgétaires et de poursuivre la mobilisation des ressources nationales.
- Les parties prenantes qui effectuent un travail intégré de JT et de RSS gagneront donc à faire la distinction entre les objectifs de rétablissement à court terme et les priorités à long terme visant à créer une société juste, sûre, et prospère. Les décisions relatives au moment de la mise en œuvre de certains éléments d'une stratégie plus large et intégrée auront des conséquences politiques à long terme. Les stratèges, les praticiens, et les citoyens seront

contraints de faire des compromis difficiles alors qu'ils travaillent à la réalisation de leurs objectifs.

- La gestion des budgets pour la mise en œuvre de stratégies intégrées visant à assurer la sécurité et la justice nécessite une approche inclusive et coordonnée. Pour maximiser l'efficacité, il faut également qu'aucun secteur n'échappe à l'audit, au suivi, et à l'évaluation, y compris les forces armées.

### Session 3: Faciliter l'accès à la justice et améliorer la compréhension publique des systèmes de redevabilité

*Entreprendre des réformes pour atténuer les préjudices et les abus du passé et prévenir la réapparition de la violence nécessite de reconstruire des institutions étatiques qui inspirent la confiance publique. Pour gagner la confiance des citoyens, il faut que les représentants de l'État établissent avec eux des relations à long terme qui sont respectueuses de leurs droits. Au cours de cette session, les participants ont analysé comment les efforts des représentants du gouvernement (les responsables de la justice militaire et civile et les services des affaires civiles de l'armée) et de la société civile (les groupes axés sur l'autonomisation juridique des communautés et les modes alternatifs de résolution des conflits) peuvent se renforcer.*

- De nombreuses sociétés africaines présentent des caractéristiques avantageuses qui peuvent être exploitées pour remédier à l'injustice réelle et perçue et ainsi prévenir les conflits et la violence. Ces caractéristiques s'agissent notamment de l'hybridité juridique (différents corpus juridiques qui se chevauchent et peuvent être utilisés pour accéder à la justice par le biais de mécanismes étatiques et non-étatiques) et de modèles locaux d'autonomisation juridique (utilisation de parajuristes communautaires pour fournir des informations sur les options de résolution des conflits dont ils disposent, leurs forces et leurs faiblesses, et la manière de les utiliser).
  - Dans ces conditions, les approches punitives et réparatrices de la justice peuvent être considérées comme des outils complémentaires pour instaurer l'État de droit et jeter les bases d'un développement et d'une sécurité durables.
  - De même, le fait de considérer les mécanismes étatiques et non-étatiques de résolution des conflits comme complémentaires peut alléger la charge qui pèse sur les institutions et les ressources de l'État, qui sont sujets à plusieurs demandes concurrentes pendant les transitions.
  - Exploiter l'hybridité légale de manière efficace peut permettre de réduire le nombre de dossiers en souffrance dans les tribunaux d'État, de réduire la pression administrative sur les prisons, et d'accroître l'autonomie des citoyens face aux défis quotidiens de sécurité et de justice.
- Pour éviter la réapparition de la violence ou des conflits, il faut renforcer la confiance des citoyens dans les institutions de sécurité et de justice. Cela prend du temps, nécessite un engagement itératif et adaptatif, et exige des dirigeants qu'ils travaillent de manière intégrée au niveau de la communauté. Les initiatives d'éducation au niveau communautaire qui améliorent l'accès des citoyens à l'information sur les options qui s'offrent à eux pour résoudre leurs problèmes et sur les aspects pratiques de la bureaucratie pour obtenir les services qu'ils recherchent peuvent s'avérer particulièrement cruciales.
- Pendant une transition, il est important que le peuple apprenne comment le système de justice militaire renforce l'État de droit avec les institutions civiles du système de justice. L'objectif, la mission, et le fonctionnement de la partie militaire du système judiciaire ne sont

généralement pas aussi bien compris. Toutefois, le gouvernement et les acteurs de la société civile peuvent y remédier en travaillant ensemble pour sensibiliser les citoyens aux aspects militaires et civils de l'Etat de droit. Leur expertise est également essentielle pour faire avancer les discussions des différents arrangements techniques régissant le fonctionnement des juridictions militaires et civiles dans un contexte spécifique.

- Les meilleurs moyens d'instaurer la confiance seront probablement différents dans les endroits où le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et les mécanismes de contrôle civil sont affaiblis.

#### Session 4: Atténuation des dommages civils: Travail militaire et civile avec les institutions de contrôle

*Même dans les endroits où la réforme de la sécurité et de la justice a été réussie, la mise en œuvre des programmes de la JT et de la RSS nécessite une innovation et une adaptation permanentes pour répondre aux besoins contextuels. La mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation des institutions chargées de la JT et de la RSS peut contribuer à renforcer la légitimité de ces processus et à les aider à rester adaptés à leur objectif. À cette fin, les institutions de contrôle, y compris les commissions indépendantes de lutte contre la corruption et les commissions nationales des droits de l'homme qui sont souvent créées pendant les transitions, ont un rôle de chien de garde à jouer. Au cours de cette session, les experts ont analysé les conditions politiques et économiques qui influencent les contributions des institutions de contrôle à la JT et la RSS.*

- Le RSS ne peut laisser de côté aucune partie du secteur, y compris la police et le système pénitentiaire. Les commissions anti-corruption, les institutions nationales des droits de l'homme, les inspections, les parlements, et les systèmes judiciaires militaire et civil peuvent contribuer à consolider ces réformes en veillant à ce que les citoyens aient la possibilité de déposer des plaintes en cas de mauvais traitements infligés par des membres de n'importe quelle branche du service.
- Les résultats que les institutions de contrôle peuvent obtenir dépendent de plusieurs facteurs : l'existence d'une société civile solide qui relie les citoyens aux mécanismes de signalement des commissions indépendantes; le mandat légal et les règles de dotation en personnel qui affectent la portée et l'autonomie politique des commissions; l'inclusion des commissions dans la coordination d'une "approche sectorielle"; et leur accès aux ressources humaines et financières pour mener à bien leurs missions en toute indépendance.
- Les dirigeants des institutions de contrôle disposent d'une expérience professionnelle isolante s'ils poursuivent un programme de réforme. Ils sont également confrontés à des défis considérables pour naviguer le paysage politique national afin de s'assurer que leurs institutions peuvent fonctionner de manière indépendante. La promotion de réseaux de solidarité et d'apprentissage entre les dirigeants des institutions de contrôle et d'autres homologues qui sont les champions de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité peut les aider à persévérer. Des "communautés épistémiques" profondément enracinées de praticiens dévoués sont nécessaires.
- Dans la mesure du possible, la consolidation du mandat légal, de l'indépendance politique, et de l'autonomie bureaucratique des commissions de lutte contre la corruption et des droits de l'homme au cours des six premiers mois de la transition peut contribuer à la réussite de ces institutions. Plus les dirigeants de transition passent de temps à naviguer dans la politique de la JT et de la RSS après la transition, moins ils sont susceptibles de faciliter ces conditions.

- Dans certains pays, le contrôle est limité par un pouvoir exécutif qui exerce des pouvoirs incontrôlés sur les nominations dans le secteur de la sécurité et sur l'avancement professionnel du corps judiciaire. Dans certains cas, les inspections des forces armées ou des services judiciaires souhaitent bénéficier d'une plus grande autonomie, mais les ministères dont elles dépendent ne la leur accorde pas. Les dirigeants des institutions de contrôle et leurs alliés sont confrontés au double défi de maintenir la neutralité dans une arène politiquement chargée, et d'être anticipatif (c'est-à-dire, repérer et saisir les opportunités de faciliter de nouveaux contrôles et contrepoids).

### *Plan de suivi après la table ronde*

Les experts ont conclu la table ronde en se réunissant en groupes nationaux et en discutant des actions concrètes qu'ils pourraient entreprendre ensemble une fois rentrés chez eux. Plusieurs groupes prévoient de communiquer les recommandations de la table ronde à leurs gouvernements afin de créer l'environnement pour une intégration plus poussée des approches de la sécurité et de la justice pour prévenir la récurrence.

Deux experts de la table ronde assisteront à l'examen décennal du cadre politique de réforme du secteur de la sécurité de l'Union africaine en novembre 2023. Ils partageront également les résultats de la table ronde du CESA. Le CESA organisera également une réunion virtuelle en avril 2024 pour soutenir les experts en la matière dans les mesures de suivi qu'ils choisissent de poursuivre.